

# **Au Parlement européen, les votes méprisants du FN et de Marine Le Pen à l'égard des travailleurs**

dimanche 7 mai 2017, par [PETITJEAN Olivier](#) (Date de rédaction antérieure : 20 avril 2017).

**Dans le cadre de la campagne présidentielle, le Front national et sa candidate Marine Le Pen cherchent à labourer les terres de la gauche en se posant en défenseurs des travailleurs et des protections sociales. Pendant ce temps, au Parlement européen, les eurodéputés frontistes montrent un tout autre visage : ils se désintéressent des accords de libre-échange et de leurs conséquences, refusent de lutter contre les délocalisations, soutiennent le « secret des affaires » qui protège les multinationales, s'opposent à l'égalité femmes-hommes au travail, freinent la prévention des cancers professionnels ou la lutte contre l'évasion fiscale. Les votes des députés d'extrême-droite démontrent qu'ils ne se préoccupent pas des intérêts des travailleurs, et ne souhaitent pas une société moins injuste.**

## Sommaire

- [Accords de libre-échange : \(...\)](#)
- [Lutter contre les délocalisati](#)
- [Le « secret des affaires » \(...\)](#)
- [Renforcer le pouvoir des \(...\)](#)
- [Droits des femmes et égalité](#)
- [Prévenir les cancers professio](#)
- [Lutter contre l'évasion \(...\)](#)
- [Socle européen des droits \(...\)](#)

L'affaire des « faux » assistants parlementaires du Front national au Parlement européen, qui valent aujourd'hui à Marine Le Pen une demande de levée de son immunité parlementaire, a mis en lumière combien le parti d'extrême-droite a su profiter matériellement de sa présence à Bruxelles et à Strasbourg. Avec une vingtaine de sièges d'eurodéputés remportés en 2014, le FN a mis la main sur une manne qui lui a permis de rémunérer élus et permanents. Mais qu'en a-t-il fait politiquement ?

Dans sa campagne électorale, le Front national et sa candidate Marine Le Pen cherchent à attirer le vote des travailleurs et des déçus de la gauche, en s'appropriant certains symboles comme la retraite à 60 ans. Ils ne cessent de dénoncer les délocalisations, la finance et les lobbys. L'Union européenne et la monnaie unique sont présentées comme la source exclusive de tous nos maux économiques et sociaux. Voilà pour les grands discours frontistes.

L'historique des votes des eurodéputés FN au Parlement européen raconte une toute autre histoire.

Qu'il s'agisse de libre-échange, d'améliorer la sécurité des travailleurs, d'égalité professionnelle, de secret des affaires ou de droits syndicaux, les parlementaires frontistes ratent rarement une occasion de démontrer leur dédain total pour les travailleurs et leurs intérêts. Ils se montrent particulièrement actifs pour saborder les modestes efforts des parlementaires de Bruxelles pour promouvoir une Europe plus sociale. Le bilan des élus frontistes au Parlement européen met en lumière le vrai visage économique et social de l'extrême-droite : le mépris pour les salariés, français et étrangers.

### **Accords de libre-échange : le FN s'en moque**

Premier constat : sur les grands sujets que la candidate Marine Le Pen met en avant en France pour dénoncer l'Europe et ses « diktats », comme la directive travailleurs détachés ou les accords de libre-échange type Tafta ou Ceta, les eurodéputés frontistes ne paraissent pas franchement mobilisés. Entre les discours fervents à destination des électeurs français et la réalité des votes au Parlement, c'est parfois le grand écart. Déjà, en avril 2014, lors de la précédente législature, Marine Le Pen avait choisi de s'abstenir, plutôt que de voter contre la directive sur les travailleurs détachés, malgré ses critiques virulentes contre ladite directive en France. En mars 2016, à nouveau, l'eurodéputé LR Jérôme Lavrilleux a publiquement dénoncé l'absence de l'ensemble des frontistes lors d'un débat au Parlement sur les travailleurs détachés [1].

Même observation en ce qui concerne les accords de libre-échange. Le 28 mai 2015, la commission « Commerce international » - dont Marine Le Pen est membre titulaire - se prononce sur le projet d'accord de libre-échange transatlantique, ce fameux Tafta que la patronne du FN ne cesse de pourfendre dans ces discours. Mais elle n'a pas jugé bon de faire le déplacement [2]. Ni d'ailleurs son suppléant d'alors, Aymeric Chauprade. *Bis repetita* en janvier 2017 [3], lorsque la commission Commerce international est saisie de l'accord de commerce entre Europe et Canada, le Ceta, qui contient les mêmes dispositions controversées que le Tafta. Marine Le Pen veut bien faire le déplacement pour voter contre le Ceta en plénière devant les caméras, mais quand il s'agit de mener les batailles concrètes en commission, elle a visiblement mieux à faire. Pendant ce temps, organisations non gouvernementales, mouvements sociaux et eurodéputés de gauche et écologistes se mobilisaient.

### **Lutter contre les délocalisations : Marine Le Pen s'y refuse**

Toujours dans le domaine commercial, une importante bataille se livre en mai 2016 au sujet de la Chine. La Commission aussi bien que le Conseil européen envisagent alors d'accorder à la Chine le statut d'économie de marché. Cela aurait davantage ouvert les portes des marchés européens aux produits chinois, à un moment où de nombreux secteurs industriels souffrent de la concurrence chinoise et de son dumping social. Les eurodéputés votent finalement une résolution appelant la Commission à refuser à la Chine ce statut d'économie de marché. Les parlementaires frontistes se sont abstenus...

C'est encore pire en ce qui concerne les délocalisations industrielles, un autre cheval de bataille du parti d'extrême-droite en France. En octobre dernier, suite à l'annonce de la fermeture d'une usine Caterpillar en Belgique et à la menace de fermeture de l'usine Alstom de Belfort, le Parlement européen adopte une résolution sur la lutte contre la désindustrialisation en Europe. Cette fois, les eurodéputés frontistes votent carrément contre, à l'exception de Florian Philippot.

## **Le « secret des affaires » protégeant les multinationales : le FN vote pour**

L'un des votes qui a le plus été reproché aux eurodéputés frontistes est leur soutien à la directive « secret des affaires », adoptée par le Parlement européen au printemps 2016 malgré une campagne virulente de la société civile, des journalistes et des syndicats (lire notre article [4]). Ce texte comporte des risques graves de régression en matière de droit à l'information et expose tous ceux qui s'intéresseraient de trop près aux activités des entreprises à des poursuites judiciaires. Là encore, les invectives répétées du FN contre les lobbys et le manque de transparence des institutions européennes ne l'empêchent pas de valider un texte en contradiction flagrante avec ces beaux discours. D'autant plus que la directive a été directement inspirée par des cabinets de lobbying au service de grandes multinationales, qui ont travaillé main dans la main avec la Commission, comme l'a montré une enquête de l'ONG bruxelloise Corporate Europe Observatory [5]. C'est peut-être pourquoi Louis Aliot, compagnon de Marine Le Pen et lui aussi eurodéputé, a cherché ultérieurement à prétendre, face à des journalistes, que le FN n'avait en fait pas voté pour cette directive [6]...

Pourquoi les députés FN soutiennent-ils une telle mesure favorable aux multinationales, à leurs stratégies de contournement de l'impôt, à leurs pratiques néfastes en matière sociale ou environnementale ? Sans doute parce que le parti d'extrême droite s'accorde avec la vision du monde de certains grands groupes français qui se sentent menacés par la concurrence « étrangère ». Les révélations des *Panama Papers*, quelques jours auparavant, ont aussi probablement joué un rôle [7]. Des proches de Marine Le Pen comme Frédéric Chatillon - ancien militant du groupuscule néofasciste violent Gud - et l'expert-comptable Nicolas Crochet, ont ainsi été mis en cause. Ils avaient recouru à des montages financiers « offshore » pour mettre à l'abri dans des paradis fiscaux des fonds provenant de leur société Riwal, principal prestataire du FN pour sa communication. Le but de l'opération était, selon leur propre aveu au Monde, d'« échapper à la pression médiatique ». La directive « secret des affaires » compliquera ce type d'investigations.

## **Renforcer le pouvoir des salariés : le FN vote contre**

Malgré leur rhétorique sur les attaques contre les travailleurs, les eurodéputés frontistes ne sont pas tendres envers les syndicats. Lors du vote de la résolution du Parlement européen sur les affaires Alstom et Caterpillar, ils ont rejeté une série d'amendements visant à renforcer les droits des salariés et de leurs représentants face aux restructurations et aux licenciements boursiers, et à les associer plus étroitement à la définition des stratégies des entreprises.

Lors de l'adoption de la loi travail en France en 2016, alors même que Marine Le Pen dénonçait publiquement le texte, les sénateurs FN David Rachline et Stéphane Ravier ont cherché à y inclure en douce, avant de les retirer, plusieurs amendements visant à réduire les droits syndicaux, notamment dans les petites entreprises, et supprimer certains droits sociaux comme le compte pénibilité. De quoi ravir le patronat.

## **Droits des femmes et égalité au travail : le FN vote contre**

La défense des droits des travailleuses et de l'égalité au travail ne semble pas compatible avec la vision du monde du Front national. Comme le rappellent l'eurodéputée socialiste Pervenche Bérès dans un petit livre, ou la journaliste Marine Turchi dans un article plus ancien pour Mediapart, les parlementaires FN s'opposent systématiquement aux efforts du Parlement européen dans ce domaine. Ils « ont voté contre les huit rapports présentés au Parlement européen depuis 2014 visant

à renforcer les droits des femmes, écrit Pervenche Bérès. Ils sont opposés au congé maternité harmonisé à 20 semaines partout en Europe et rémunéré à 100 % ; ils sont contre un salaire égal entre les femmes et les hommes à compétences égales. » L'eurodéputé frontiste Dominique Martin a défendu en séance la « liberté des femmes de ne pas travailler » et de « s'occuper de leur foyer », à laquelle il faudrait accorder selon lui une importance au moins égale à celle de l'égalité salariale.

### **Prévenir les cancers professionnels : le FN vote contre**

Le Front national est tout aussi absent sur les questions de santé et de sécurité au travail. Une proposition de directive sur les cancers au travail est actuellement en cours de discussion au Parlement. Les eurodéputés de la commission Emploi ont souhaité renforcer la proposition très faible élaborée par la Commission (lire notre article), en fixant des seuils d'exposition plus stricts et en incluant de nouvelles substances dans la liste des produits potentiellement toxiques. Les deux députés FN qui siègent dans cette commission, Dominique Martin et Joëlle Ménéil, sont parmi les rares à s'y être opposés [8]. On verra quelle sera leur attitude lors du vote en plénière.

### **Lutter contre l'évasion fiscale : le FN vote contre**

Une grande partie des votes négatifs des eurodéputés FN contre des mesures visant à défendre les travailleurs et les classes défavorisées semblent motivés par le refus de toute avancée sociale dès lors qu'elle se situe au niveau européen. Ils rendent Bruxelles et l'euro responsables de la détresse sociale que connaissent de nombreux Français, mais contribuent dans le même temps à bloquer toutes les tentatives d'atténuer le carcan néolibéral qui pèse aujourd'hui sur l'Europe.

Quand bien même ils ne cessent de dénoncer l'évasion fiscale des multinationales – du moins quand elles sont états-uniennes –, ils ont refusé de voter en faveur d'une résolution du Parlement, adoptée en décembre 2015, sur la lutte contre l'évasion fiscale en améliorant « la transparence, la coordination et la convergence des politiques en matière d'impôts sur les sociétés au sein de l'Union ». Explication de ce refus ? Cela risquait d'encourager une évolution vers une « union fiscale ».

### **Socle européen des droits sociaux : le FN vote contre**

En janvier dernier, ils ont tous voté contre la proposition de créer un « socle européen des droits sociaux ». Ce socle est destiné à compléter l'architecture européenne et à lutter contre le dumping social en formalisant un seuil minimal de droits sociaux en deçà desquels les États membres ne devraient pas descendre. Les parlementaires frontistes considèrent qu'il s'agit d'une atteinte inacceptable à la souveraineté nationale.

De manière similaire, ils ont voté en septembre 2016 contre une résolution du Parlement européen sur la lutte contre le dumping social en Europe, au motif que la seule et unique solution à ce problème était selon eux de supprimer la directive sur les travailleurs détachés [9]. Ils refusent donc de s'associer de quelque manière que ce soit aux efforts mis en œuvre par le Parlement européen pour l'améliorer. Il est vrai que de nombreuses voix à gauche sont sceptiques sur ces efforts, mais c'est surtout en raison de l'opposition des pays d'Europe de l'Est, et non par refus de principe d'une action à l'échelle européenne.

Toujours selon la même logique, les eurodéputés FN « ont voté contre la proposition d'un registre

commercial transparent et accessible de toutes les entreprises de l'Union ; contre, encore, la création d'une agence européenne du transport routier, chargée de faire appliquer correctement la législation de l'Union et de promouvoir la coopération entre tous les États membres sur ces questions », rappelle encore Pervenche Bérès. Pour le FN, visiblement, mieux vaut pas de solution qu'un début de solution européenne.

## **Olivier Petitjean**

*NOTE : Cet article a été amendé le vendredi 21 avril pour donner les références des absences de Marine Le Pen en commission Commerce international, et préciser qu'elle a bien fait le déplacement pour voter en plénière contre le Ceta.*

---

## **P.-S.**

\* BASTA ! 20 AVRIL 2017 :

<https://www.bastamag.net/Au-Parlement-europeen-les-votes-meprisants-du-FN-et-de-Marine-Le-Pen-a-l-egard>

---

## **Notes**

[1] Dans le cadre de la campagne présidentielle, le Front national et sa candidate Marine Le Pen cherchent à labourer les terres de la gauche en se posant en défenseurs des travailleurs et des protections sociales. Pendant ce temps, au Parlement européen, les eurodéputés frontistes montrent un tout autre visage : ils se désintéressent des accords de libre-échange et de leurs conséquences, refusent de lutter contre les délocalisations, soutiennent le « secret des affaires » qui protège les multinationales, s'opposent à l'égalité femmes-hommes au travail, freinent la prévention des cancers professionnels ou la lutte contre l'évasion fiscale. Les votes des députés d'extrême-droite démontrent qu'ils ne se préoccupent pas des intérêts des travailleurs, et ne souhaitent pas une société moins injuste.

[2] <http://www.europarl.europa.eu/cmsdata/82190/Roll%20call%20votes%2028-05-15.pdf>

[3] <http://www.europarl.europa.eu/cmsdata/113549/roll-call-votes-24-01-2017.pdf>

[4] ESSF (article 40977), [Le Parlement européen vote pour protéger le « secret des affaires » et le droit à l'opacité.](#)

[5] <https://www.bastamag.net/Secret-des-affaires-comment-les-lobbies-economiques-orchestrent-l-a-regression>

[6] <http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/secret-des-affaires-l-intox-du-fn-au-parlement-europeen-638926.html>

[7] [http://abonnes.lemonde.fr/panama-papers/article/2016/04/05/panama-papers-comment-des-priches-de-marine-le-pen-ont-exfiltre-de-l-argent-de-france\\_4895769\\_4890278.html](http://abonnes.lemonde.fr/panama-papers/article/2016/04/05/panama-papers-comment-des-priches-de-marine-le-pen-ont-exfiltre-de-l-argent-de-france_4895769_4890278.html)

[8] <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=REPORT&mode=XML&reference=A8-2>

[017-0064&language=EN#title2](#)

[9] Jean-Luc Mélenchon, qui plaide pour une suspension unilatérale de la directive, s'est d'ailleurs abstenu lors de ce vote, au contraire de la majorité de son groupe parlementaire.